

# Energies renouvelables : vers un jackpot d'au moins 8,6 milliards d'euros pour l'Etat

- Les énergies renouvelables et surtout les parcs éoliens implantés en France pourraient rapporter selon les estimations de la CRE 8,6 milliards d'euros au budget de l'Etat en 2022 et en 2023.
- Pour le secteur, lancé grâce au soutien massif de l'Etat, c'est une révolution.

## ENERGIE

Sharon Wajsbrot  
@Sharonwaj

C'est inédit et c'est une conséquence directe de la flambée des prix de l'énergie qui frappe le continent européen. Pour la première fois, en 2022, les énergies renouvelables ne viennent pas alourdir le budget de l'Etat mais deviennent une source de profits pour les finances publiques.

Selon les estimations publiées lundi par la Commission de régulation de l'énergie (CRE), les énergies renouvelables doivent rapporter au total 8,6 milliards d'euros au budget de l'Etat entre 2022 et 2023. Pour le secteur, lancé grâce au soutien massif de l'Etat et en particulier grâce à ses contrats d'achat d'électricité à prix fixe sur très longue période, c'est une révolution.

### Cagnotte imprévue

En 2022, les recettes liées aux contrats d'achat d'électricité passés entre l'Etat et les producteurs d'énergies renouvelables doivent atteindre 4,278 milliards d'euros, alors qu'initialement la CRE tablait sur une charge budgétaire de 5,154 milliards d'euros. En 2023, compte tenu des prévisions de prix de l'électricité toujours stratosphériques sur les marchés de gros de l'électricité, la CRE table sur 4,27 milliards d'euros de recettes liées aux énergies renouvelables électriques – contre une prévision initiale de 5,154 milliards d'euros de charge budgétaire.

Cette recette surprise pour les finances publiques provient de la

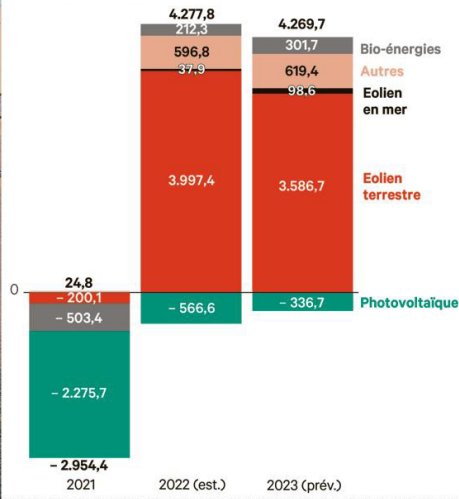


mise en œuvre de contrats d'achat d'électricité passés avec les producteurs d'énergie renouvelable. Conçus pour garantir un prix de rémunération fixe aux producteurs pendant quinze à vingt ans afin de les inciter à investir, ils oscillent en moyenne entre 81 euros et 137 euros le MWh. Ces contrats prévoient une compensation financière pour les produc-

teurs lorsque les prix de marché sont inférieurs à ce prix cible, ce qui pèse dans ce cas sur les finances publiques. Mais en retour un versement à l'Etat est prévu quand les prix de marché sont supérieurs aux prix de rachat garantis. Or en France, les prix du MWh oscillent désormais entre 300 et 600 euros... Concrètement, en 2022 et 2023, ce sont les parcs éoliens implantés

### L'éolien assure l'essentiel des recettes de l'Etat dans les énergies renouvelables

En millions d'euros, en métropole



LES ECHOS / SOURCE : CRE / PHOTO : LAURENT GRANDGUILLOT/REA

quelque 43 milliards depuis 2003, dont 11,5 milliards d'euros pour l'éolien et 24,6 milliards pour le solaire. Mais cette inversion de tendance qui intervient dans un contexte très particulier en raison de la guerre en Ukraine qui provoque des tensions sur le marché de l'énergie constitue une preuve de plus de la « nécessité d'accélérer le développement des énergies renouvelables, par ailleurs indispensables pour renforcer la sécurité d'approvisionnement et atteindre les objectifs de neutralité carbone de la transition énergétique », estime la CRE.

D'autant que le gain pour l'Etat pourrait être nettement plus important. Dans ses calculs, le régulateur a pris en compte à minima le projet de réforme du gouvernement qui vise à capter davantage de recettes liées à la production d'électricité renouvelable. Actuellement en débat dans le cadre de la loi sur le pouvoir d'achat, une réforme présentée par le gouvernement prévoit de déplaçonner les versements des producteurs renouvelables à l'Etat lorsque les prix de l'électricité dépassent les prix cibles négociés. Jusqu'à présent, un certain nombre de contrats limitait la contribution des producteurs éoliens ou solaires aux montants de subventions qu'ils avaient déjà perçus.

La CRE y est favorable pointant un risque de « rentes indues ». Ce n'est bien sûr pas l'avis de tous les producteurs éoliens et solaires. S'ils sont largement disposés à faire des concessions compte tenu de la crise énergétique, ils craignent de voir s'évaporer l'intégralité de leurs perspectives de hausses de rendements dans les années à venir. ■

« poids des contrats historiques, conclus au lancement de la filière à des tarifs élevés ». Dans le solaire, certains contrats atteignent en effet les 300 euros, voire au-delà.

### Les subventions pas encore remboursées

Le secteur est cependant encore loin d'avoir remboursé le total des subventions reçues par l'Etat,

# « L'Europe doit donner à son industrie éolienne une certaine priorité » face à la concurrence chinoise

Propos recueillis par Sharon Wajsbrot @Sharonwaj

**A** la manœuvre, depuis sa nouvelle usine du Havre, dans la construction des principaux parcs éoliens en mer qui doivent voir le jour en France (Dieppe Le Tréport, Fécamp, Noirmoutier, Saint-Brieuc, Courseulles). Jochen Eickholt, le PDG de Siemens Gamesa, le leader mondial de l'éolien en mer, revient sur les difficultés de l'industrie éolienne européenne. Il plaide pour un électrochoc en Europe afin de préserver des capacités industrielles dans ce secteur stratégique pour la transition énergétique.

### La crise de l'énergie qui frappe l'Europe est-elle une opportunité pour l'éolien ?

Nous devons distinguer le court terme et le moyen terme. A moyen terme, l'éolien présente des perspectives de croissance bien meilleures que d'autres industries. Je suis très optimiste vis-à-vis des opportunités pour les fabricants d'éoliennes à moyen terme dans le contexte de transition énergétique. A court terme, en revanche, nous rencontrons les mêmes difficultés que tous les grands fabricants d'éoliennes, avec une profitabilité sous pression du fait de la flambée des coûts des matières premières. Nous devons surmonter ces diffi-

cultés. C'est vital. Si nous ne les surmontons pas, la transition énergétique n'aura sans doute pas lieu au rythme espéré.

### L'industrie éolienne est-elle surcapacitaire ?

Aujourd'hui, l'une des raisons pour lesquelles nous sommes en difficulté, c'est la taille du marché de l'éolien. Le marché est trop petit. Il y a plusieurs raisons à cela. Par exemple, le processus de délivrance des permis de construire prend trop de temps. Pour les projets éoliens offshore, les délais d'obtention des permis s'allongent parfois jusqu'à sept ans.

### Comment pouvez-vous restaurer votre profitabilité ?

D'abord, nous tâchons de garder le contrôle sur nos coûts d'approvisionnement, en négociant avec nos fournisseurs. Ensuite, nous continuons de travailler sur la baisse de nos coûts et l'amélioration de notre performance. Enfin, dans nos contrats avec les énergéticiens, nous tâchons d'introduire des clauses d'indexation de prix afin de compenser les effets de l'inflation.

### Cela coûtera plus cher demain de développer des projets éoliens ?

Nos clients sont des développeurs de projets éoliens qui, la plupart du temps, répondent à des appels d'offres des Etats pour vendre leur

**JOCHEN EICKHOLT**  
PDG de Siemens Gamesa

électricité. Nous devons veiller à ce que ces Etats, dans leurs appels d'offres, prévoient des clauses d'indexation sur l'inflation. Par ailleurs, la plupart des appels d'offres se concentrent sur un seul objectif : obtenir les coûts de production de l'énergie les plus bas possibles. Un pur critère de coûts. Or on voit qu'aujourd'hui des producteurs d'éoliennes chinois parviennent à des coûts de production plus bas pour des raisons que nous ne maîtrisons pas.

Aussi, il nous paraît impératif d'introduire dans ces appels d'offres des critères qui vont au-delà du prix de l'électron produit. En France, dans une certaine mesure c'est le cas, via des critères qui valorisent les technologies locales. Mais globalement ce n'est pas la politique de l'Union européenne. En Europe, nous avons collectivement vu l'industrie solaire disparaître au profit des producteurs chinois. Dans mon esprit, il y a beaucoup de raisons pour lesquelles cela ne devrait pas se produire dans l'éolien. Mais, pour cela, l'Europe doit donner à l'industrie éolienne un certain statut et une certaine priorité. Nous ne demandons pas un avantage concurren-

tiel mais un vrai terrain de jeu équitable.

**Les constructeurs chinois sont-ils déjà à l'offensive en Europe ?**  
Ils ont un marché domestique très large sur lequel ils peuvent capitaliser pour offrir des conditions très attractives à l'international. On commence à observer ce phénomène dans certaines géographies, en Amérique latine aux Etats-Unis ou en Europe de l'Est et du Sud, en Italie par exemple. Pour l'instant, ils n'offrent pas la même palette de produits que les fournisseurs européens mais dans les cinq années à venir cela pourrait changer.

**Siemens Gamesa va sortir de la Bourse, pour être à 100 % dans le giron de Siemens Energy. Qu'est-ce que cela doit changer pour l'entreprise ?**

Nous sommes déjà détenus aux deux tiers par Siemens Energy et consolidé dans les comptes du groupe. Le rachat du solde des actions de Siemens Gamesa permettra de simplifier notre gouvernance mais cela ne changera pas nos difficultés qu'il nous faut traiter.

### L'industrie éolienne européenne doit-elle se consolider ?

Je ne l'exclus pas. Certains de nos concurrents prennent des mesures drastiques pour améliorer leur situation financière. Nordex vient



« Il nous paraît impératif d'introduire dans [les] appels d'offres des critères qui vont au-delà du prix de l'électron produit. En France, c'est le cas, via des critères qui valorisent les technologies locales. »

de réaliser une augmentation de capital, le fabricant allemand Enercon a dû se placer sous la protection de l'Etat. Et nos concurrents Vestas comme General Electric rencontrent les mêmes difficultés financières que nous.

### Siemens Gamesa sera-t-il consolidateur ?

Cela dépendra des situations particulières. Dans le passé, Siemens Gamesa a déjà joué ce rôle avec le rachat des actifs d'Areva ou de Senion. Par ailleurs, l'éolien reste un pilier stratégique important pour Siemens Energy.

**L'Allemagne veut faire voter une loi permettant d'imposer aux régions le déploiement à marche forcée de l'éolien. La crise que nous vivons signifie-t-elle que les populations auront moins leur mot à dire sur l'essor de l'éolien ?**  
Dans mon esprit, il s'agit davantage d'un rééquilibrage. En Allemagne, ce projet signifie que les critères environnementaux ne seront plus les seuls à être pris en compte pour construire un parc éolien. Dans plusieurs pays, les difficultés d'approvisionnement en électricité et en gaz conduisent à rallumer des centrales à charbon. Il doit y avoir un certain rééquilibrage des priorités. C'est le cas aussi, en France où il y a très peu d'éolien terrestre en dépit de l'espace disponible et des potentialités de développement. ■